

Le budget—M. G. Wilson

fondamental de l'adjudication de contrats. Messieurs du pouvoir, n'oubliez pas cela: l'intégrité et la probité. Vous y avez goûté la dernière fois, et vous y goûterez encore cette fois-ci.

M. Leblanc: Monsieur le Président, le député de Gatineau a parlé assez longuement, au début de son discours, du libre-échange. Je peux lui rappeler qu'il était à peu près le seul au Québec dans le gouvernement Bourassa qui n'était pas d'accord avec le libre-échange. J'ai beaucoup de difficulté à comprendre cela! D'ailleurs, je pense qu'il a été obligé de démissionner et de venir s'installer ici, près d'Ottawa, parce que c'était moins loin pour voyager, pour faire quelques économies personnelles, ou bien c'est M. Bourassa qui lui a tout simplement demandé de démissionner parce qu'il n'était pas d'accord avec le libre-échange.

Alors, j'aimerais lui poser la question suivante: Comment se fait-il que lorsqu'il était ministre au Québec il n'ait pas réussi à régler le problème de l'autoroute 50 dans le Nord du Saint-Laurent? Cela aussi c'est une chose qu'il n'a pas réussi à faire.

Je ne sais pas sur quoi le député en question entend se battre, en faisant de grands discours sur des paroles non fondées. Aujourd'hui, il fait de la grande politique sur rien de fondé. C'est très malheureux pour le statut de la Chambre des communes, monsieur le Président, ce genre de déclaration.

Une voix: Cela baisse le niveau.

M. Leblanc: Cela baisse le niveau de la capacité de nos députés.

Alors, monsieur le Président, je lui demanderais de répondre à ces deux petites questions et de dire aussi pourquoi, alors qu'il était au pouvoir, ils n'ont pas réussi à empêcher le déficit annuel d'augmenter et d'augmenter, et de nous donner le pays dans un état lamentable.

Monsieur le Président, j'aimerais avoir des réponses à cet effet.

M. Rocheleau: Monsieur le Président, je ne pensais pas que le député de Longueuil qui est voisin de l'Agence spatiale aurait fait un discours à la Chambre aujourd'hui. Mais je voudrais quand même répondre à certaines de ses questions.

Pour ce qui est de l'autoroute 50, je peux dire à mon honorable collègue que le gouvernement du Québec a accepté de défrayer les coûts de l'autoroute 50 moyennant que le gouvernement fédéral fasse sa part. Et le ministre des Transports du Canada a refusé jusqu'à ce jour d'inclure cela dans les ententes fédérales-provinciales.

Et j'espère que vous allez avoir la décence, du côté ministériel, de prévoir les sommes d'argent nécessaires

au développement de l'Outaouais québécois et à permettre à l'Outaouais québécois de se relier directement, par la route du Québec, de l'Outaouais à Montréal.

Pour ce qui est du libre-échange, monsieur le Président, je voudrais dire à l'honorable député que le gouvernement du Québec dont je faisais partie. . . que j'étais en accord avec le libre-échange, à condition que le gouvernement fédéral respecte, premièrement, les demandes du Québec, chose qu'ils n'ont pas faite. Au niveau des programmes d'adaptation, vous n'en avez pas. Au point de vue du recyclage, vous n'en avez pas. Et c'était une condition essentielle, monsieur le Président, du gouvernement Bourassa. Et on sait que le gouvernement Bourassa est passé au-dessus de cela, a supporté le gouvernement conservateur et quelque six mois après, M. Bourassa est venu dans la cour du Parlement vous dire que vous aviez mal fait vos devoirs, de dire que vous souffriez d'inconscience politique. C'est cela qu'il est venu vous dire, hier, de l'autre côté, et je suis allé écouter mon ancien patron, et nos relations sont excellentes, ne vous en faites pas, monsieur le député de Longueuil.

• (1700)

Alors j'espère que cela satisfait parce que je pourrais continuer encore sur plusieurs sujets, monsieur le Président. J'en aurai pour les quelques prochaines années à vous remettre à l'ordre de temps en temps.

[Traduction]

M. Friesen: Monsieur le Président, étant donné que le député de Gatineau a cité Shakespeare avec tant d'aisance, j'ai pensé que je pourrais lui citer moi aussi un extrait qui cadre bien avec ses propos. Il s'agit d'un passage de Henri VIII, acte III: «Ses promesses étaient dignes de sa puissance d'alors, mais ses réalisations en rapport avec ce qu'il est devenu, homme de rien.»

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia): Monsieur le Président, c'est un plaisir et un honneur pour moi de participer au débat sur le budget. J'aimerais commencer par passer en revue ce que le gouvernement et le ministre des Finances ont fait au cours des quatre années et demie qui se sont écoulées depuis l'automne de 1984.

L'exposé économique de novembre 1984 présenté par le ministre des Finances (M. Wilson), fondait le programme du gouvernement sur quatre piliers: le renouveau économique, la réconciliation nationale, la justice sociale et un internationalisme constructif.

Le facteur primordial à n'en pas douter était le renouveau économique. Nous avons fait de grands progrès dans cette voie grâce aux efforts de réduction judicieuse du déficit annoncé par le ministre dès novembre 1984. Il fallait en effet remettre les Canadiens au travail, réparer